

Russie et Caspienne : Réalités énergétiques, enjeux européens

C. Locatelli

19 octobre 1999

Cycle de conférences de politique énergétique, organisé par
le Commissariat général du Plan et
la Direction générale de l'énergie et les matières premières

L'effondrement de l'Union soviétique a sensiblement bouleversé la carte énergétique européenne. Elle a ainsi fait émerger deux blocs qui sont tous les deux exportateurs ou potentiellement exportateur d'hydrocarbures. On a d'un côté la Russie qui du temps de l'Union soviétique était déjà le pourvoyeur d'hydrocarbures de l'Europe. De l'autre côté les exportateurs en devenir que sont les pays de la Caspienne (principalement l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan) s'affirment de plus en plus comme des concurrents potentiels de la Russie sur ses marchés européens traditionnels.

I - LA CASPIENNE.

- **Quelques atouts importants**

La « Caspienne » dispose incontestablement d'atouts importants qui résident tout autant dans l'importance de ses réserves que dans l'intérêt que manifestent les compagnies pétrolières internationales à l'égard de cette zone.

Les réserves de cette région seraient, en effet, importantes bien qu'encore très incertaines et variables selon les estimations.

QUELQUES ESTIMATIONS DES RESERVES PETROLIERES DE LA CASPIENNE ET DES PAYS D'ASIE CENTRALE, EN MILLIARDS DE BARILS

	BP	DOE	AIE
Azerbaïdjan	7,0	12,1	3-11
Kazakhstan	8,0	17,6	8-22
Ouzbékistan	0,6	0,3	nd
Turkménistan	1,4	1,7	0,98-1,4

**ESTIMATION DES RESERVES EN GAZ DE LA « CASPIENNE » ET DE L'ASIE
CENTRALE, EN GM³**

	Azerbaïdjan	Kazakhstan	Kyrghistan	Tadjikistan	Turkménista n	Ouzbékistan
IEA	nd	1800	nd	nd	2900	1800
BP	850	1840	nd	nd	2700-4400	1200

Toutefois ces chiffres sont susceptibles de largement variés au fur et à mesure que les programmes d'exploration auront été réalisés. (A simple titre d'exemple, on peut souligner les récentes découvertes gazières réalisées sur Shak Deniz alors que du pétrole était attendu).

Autre atout important, l'implication des compagnies pétrolières internationales est un facteur de développement d'une telle zone dès lors que ces dernières sont susceptibles d'assurer des investissements importants et d'amener la technologie nécessaire. Ainsi depuis 1992 de nombreux accords de partage de production ont été signés aussi bien en Azerbaïdjan qu'au Kazakhstan.

Toutefois en dépit de ces atouts de nombreux obstacles subsistent à la fois contraintes économiques et politiques. Tout d'abord, on en est revenu à une analyse plus prudente mais sans doute plus juste des réserves de la Caspienne sachant que contrairement à ce qui était initialement envisagé le gaz et non seulement le pétrole pourrait être un élément important des nouvelles configurations en cours. Ainsi, les réserves pétrolières de la Caspienne seraient, certes importantes, mais sans doute pas au niveau des réserves du Moyen Orient. Dans le contexte actuel (instabilité des prix du pétrole, instabilité économique de pays confrontés à la nécessité de réformes majeures, importance des investissements à réaliser mais aussi faciles») la rentabilité des exportations de la Caspienne peut être mise en question. (Les années 1998-1999 ont ainsi été marquées par une révision drastique des programmes d'investissements initialement envisagés).

Deuxième point important, le débat sur la Caspienne reste largement dominé et alimenté par le problème géopolitique des voies d'évacuation. En la matière, la configuration des échanges pétroliers de cette région est largement dominée par l'héritage soviétique. Les trois principaux réseaux d'exportation de pétrole d'Asie centrale acheminent les hydrocarbures vers la Russie

L'enjeu est donc de désenclaver ces pays et d'éviter une trop forte dépendance par rapport à la Russie. Les événements récents au Daguestan et en Tchétchénie ne font que renforcer cet aspect. C'est à cet objectif que tentent de répondre la voie Bakou-Supsa (connu sous le nom de voie géorgienne) et le projet Bakou-Ceyhan, largement soutenu par les Etats-Unis. Face aux risques de cette région, la réponse est bien entendu de chercher à démultiplier les routes ce qui a un coût d'autant plus difficile à supporter que l'on est dans une période de relativement bas prix du pétrole. Il est clair que ce problème demeure une contrainte majeure notamment dans une perspective de concurrence avec la Russie. L'enjeu est sans doute encore plus fort en matière gazière que pétrolière.

: Les routes d'exportations pétrolières possibles en provenance de la Caspienne et à destination de l'Europe

***Les routes d'exportation du pétrole azéri**

A. Les voies existantes

- Bakou-Novorossiisk via la Tchétchénie : la voie Nord ou voie russe (en service)
- Bakou-Supsa : la voie Ouest ou voie géorgienne (en service)

B .Les choix pour le «Main export pipeline » (deuxième étape du développement des réserves de la Caspienne en Azerbaïdjan)

- Bakou-Ceyhan : la voie turque : par l'Arménie ou par la Géorgie
- Augmentation de la capacité de la voie Nord et de la voie Ouest

*** Les routes d'exportation du pétrole kazakh**

- Tengouiz-Novorossiisk (Russie), projet du CPC :
- Tengouiz-Réseau russe de Druzhba
- Transcaspian pipeline : Kazakhstan-Bakou par la Caspienne.

• Le rôle géostratégique de la Russie

En la matière, il est utile de ré estimer ce que peut être une concurrence R lumière de la situation pétrolière russe. La Russie se considère logiquement en concurrence

avec la Caspienne sur la question des hydrocarbures ce qui l'a conduite à tenter de bloquer les divers projets en cours. Toutefois, avec l'émergence d'acteurs économiques nouveaux en Russie sa position tend lentement mais progressivement à évoluer. Une première remarque s'impose. Même si la Russie considère que l'Asie centrale et les républiques caucasiennes font partie de son périmètre de sécurité et appartiennent à sa sphère légitime, elle n'a certes plus les moyens de mener une politique de contrôle absolue de la zone. Dans ces conditions, elle a tout intérêt à adopter une approche plus pragmatique et à s'intéresser au développement de la zone au travers de l'action de ses entreprises pétrolières et gazières. Ainsi, Lukoil et Gazprom ont engagé un début d'internationalisation en Caspienne et ont donc un intérêt particulier au développement de la zone. Dès lors, la Russie pourrait bien considérer que l'essentiel de ses intérêts sont préservés.

Pour l'Europe il est clair que la Russie reste d'un enjeu central en matière

II – LA RUSSIE ET L'APPROVISIONNEMENT EN HYDROCARBURES DE

Contrairement à ce qui était envisagé au début de la transition économique, on doit aujourd'hui constater que l'importance de la Russie pour l'approvisionnement de l'Europe n'a cessé de croître ces dernières années. Alors que la crise économique russe est profonde, que les conséquences de la crise financière de 1998 continuent à se faire sentir, les exportations d'hydrocarbures russes atteignent des niveaux records d'exportation. Les exportations gazières se chiffrent à 120 milliards de m³ alors que l'on estime la bulle gazière russe à environ 40 milliards de m³. Dans le domaine pétrolier, les exportations se sont chiffrées à 139 millions de tonnes soit un niveau record et ce en dépit d'une production qui s'est effondrée puisqu'elle n'est plus que de 300 millions de tonnes contre 568 millions de tonnes en 1986. Par ailleurs les objectifs des russes en matière d'exportation gazières sont considérables puisque de l'ordre de 233 milliards de m³ à l'horizon 2010, stratégie étayée par une politique de multiplication des routes d'exportation.

De tels chiffres posent plusieurs questions :

- Quels sont les facteurs qui expliquent de telles évolutions largement contradictoires par rapport au reste de l'industrie russe,
- De telles évolutions sont-elles durables et surtout à quelles conditions. Les industries des hydrocarbures auront-elles la capacité financière suffisante (en termes d'investissements) pour poursuivre une logique de croissance extensive de la production et des exportations.

Il importe aujourd'hui de considérer que ces logiques d'exportations sont le fruit des stratégies initiées par les tous nouveaux acteurs issus des réformes. Ainsi, ne peut-on s'intéresser au gaz russe s'en immédiatement s'en référer au tout puissant

Lukoil pour le pétrole. Et donc on est amené à s'intéresser à ces acteurs : sont ils des partenaires fiables, sont ils des véritables entreprises avec lesquels les occidentaux peuvent dialoguer.

Elles sont le produit de plusieurs facteurs auxquels on peut accorder une importance variable : facteurs politique, mais aussi facteurs économiques. On ne peut, en effet, analyser les comportements des acteurs du système énergétique s'en en référer à leur nature économique et à la spécificité de l'environnement dans lequel ils évoluent. La question se pose effectivement de savoir quel modèle organisationnel a émergé des réformes économiques tant les Gazprom, Lukoil et autres holdings pétrolières diffèrent de leurs homologues occidentaux.

*** Les modèles d'organisation des industries des hydrocarbures russes**

Premier constat essentiel, la privatisation en Russie n'a pas créé l'entreprise privée de type capitaliste même si c'était son objectif initial. On peut, ainsi, observer des comportements qui s'éloignent parfois radicalement de comportements d'efficacité.

1. On a bien un actionnariat où le poids des investisseurs privés est important voire dominant. Dans le cas de Gazprom seuls 38% du capital reste aux mains de l'Etat.. Le processus de privatisation est largement plus avancé pour les holdings pétrolières à l'exception de Rosneft. Dans cette industrie, les banques sont devenues des actionnaires importants voire dominants de certaines holdings conduisant à l'émergence de puissants groupes industrialo-financiers. Ceux ci se structurent autour des banques suivantes : Menatep (Yukos, Eastern Oil Company au travers de Rosprom), l'Uneximbank (Sidanko, Surgutneftegaz), groupe Logovaz de Berkovski (Sibneft, Vossibneftegaz), Alfa Groupe (Tyumen Oil Company) et puis vous avez deux banques un peu spécifiques au sens où les principaux actionnaires sont Gazprom et Lukoil et qui sont la National Reserve Bank qui détient 67% de Komitek et l'Imperial Bank, à la fois actionnaires de Lukoil et détenues par Lukoil. Les participations croisées dans ce secteur sont importantes et parfois difficiles à appréhender.

2. On a également des modèles d'intégration verticale avec la définition de centres de profit. Des réformes ont néé un modèle particulier celui de la holding financière. La holding répond tout d'abord à un principe d'intégration verticale. Dans le secteur gazier, Gazprom se présente comme un quasi-monopole intégré sur le segment production-transport. Dans le

secteur pétrolier, les holdings (Lukoil, Yukos, Surguneftegaz, Rosneft pour ne citer que les plus connues) sont intégrées de la production jusqu'à la distribution en passant par le raffinage. Cette intégration verticale s'accompagne d'un principe de décentralisation, puisque les composantes de chaque holding que ce soit les producteurs, les raffineries ...ont été transformées en sociétés par action et sont donc en théorie des centres de profit.

Mais au-delà de cet aspect formel, là s'arrêtent les similitudes avec les modèles occidentaux. Divers facteurs viennent notamment remettre en cause les effets attendus de la privatisation.

1. Le premier facteur qui limite l'efficacité des privatisations russes est lié au développement des relations non marchandes. Ainsi, les acteurs du secteur énergétique russe restent largement non soumis à une quelconque contrainte budgétaire. Pour l'essentiel, ces holdings sont insérées dans des relations essentiellement non monétaires, troc, non-paiement, crédit interentreprises et ne sont donc pas soumises à une quelconque contrainte budgétaire. Pour illustrer mon propos, je prendrai l'exemple de Gazprom, exemple que l'on peut facilement généraliser au secteur pétrolier. En 1997, à l'intérieur de la Russie, 45% des ventes gazières auraient été payées dont 6% seulement réglées en liquide. 39% auraient été réglées en troc, le reste consistant en du non-paiement ou du crédit interentreprises. Pour le pétrole, seules 10 à 20% des ventes intérieures seraient payées en cash. Qui plus est, ces derniers font souvent l'objet d'une contrepartie en termes de baisses des prix qui dans certains cas peuvent atteindre (Economy in Transition) de Moscou estime que le troc représente entre 50 et 80% des transactions économiques. En 1997, 40% des taxes payées au gouvernement fédéral, l'a été sous forme non monétaire. Ce chiffre est considérablement plus élevé pour la fiscalité locale et régionale. Quel est le sens de la privatisation dans un tel contexte dès lors que les mécanismes de faillite ne peuvent guère jouer?

2. Deuxième élément important, les mécanismes internes aux holdings qui rendent la gestion par les centres de profit. Le modèle d'intégration verticale répond à des logiques centralisatrices très fortes dans la mesure où les composantes de chaque holding sont systématiquement maintenues en déficit au travers des logiques de prix de cession internes ce qui annule toute autonomie possible de la part des producteurs.

3. On a également des actions qui donnent peu de pouvoirs économiques aux multiples détenteurs du capital des holdings. Ainsi si l'on prend exemple de l'Etat avec 38% des actions de Gazprom préside peu aux destinées de la société gazière qui reste largement sous la tutelle de la direction de Gazprom qui possède moins de 10% des actions. Par ailleurs, les pouvoirs de contrôle de l'Etat sur l'entreprise gazière sont des plus limités que ce soit en matière fiscale ou de contrôle des devises.

2. Une logique de maximisation des exportations

A cette stratégie de maximisation de la production et d'intégration répond une stratégie de maximisation des exportations gazières et pétrolières. Dans l'environnement n de l'économie russe, les exportations énergétiques apparaissent comme une des seules sources réelles de liquidités et ce quelle que soit leur rentabilité.

3. L'absence de stratégies d'investissements qui mettent en cause les restructurations . Ainsi, on doit noter que les privatisations n'ont guère conduit à des restructurations importantes. Elles restent marginales au regard des besoins du secteur des hydrocarbures et des baisses de production enregistrées dans le secteur pétrolier..

Surtout, elles posent problèmes quant au renouvellement des réserves. C'est pourtant bien la question du renouvellement des réserves qui constitue un enjeu majeur pour le futur de l'industrie pétrolière russe. Or on constate un effondrement sans précédent du volume d'investissements consacré à ce secteur tout particulièrement dans le domaine de l'exploration. Les raisons en sont multiples mais tiennent principalement à deux facteurs. L'environnement non monétaire dans lequel évoluent les holdings ne facilite guère le financement des investissements. Mais surtout, les holdings pétrolières se trouvent aujourd'hui largement soumises aux logiques d'un secteur bancaire qui tend à privilégier des stratégies purement financière de très court terme au détriment de stratégies industrielles de plus long terme. En la matière, le secteur pétrolier sert avant tout de pourvoyeur de devises grâce à des exportations facilement valorisables sur les marchés internationaux.

*** Les conséquences de ces modèles d'organisation pour les marchés énergétiques internationaux**

- **Les logiques de maximisations des exportations d'hydrocarbures en dehors de**

Les exportations apparaissent largement prioritaires dans les stratégies des holdings énergétiques que ce soit au niveau de Gazprom ou des principales holdings pétrolières russes. Je ne vous citerais que quelques chiffres pour illustrer mon propos. Les exportations gazières à destination de l'Europe sont de l'ordre de 121 milliards de m³ en 1998, les exportations pétrolières de l'ordre de 126 millions de tonnes. Elles sont un moyen essentiel pour pallier même partiellement les contraintes financières des holdings énergétiques (financement des salaires même si c'est avec retards, financement d'un minimum d'investissements). Dans ces conditions aux yeux des acteurs énergétiques russes, leur importance ne réside pas dans leur rentabilité mais surtout dans le fait qu'elles sont une source de liquidité majeure. Ainsi en

devises s'effectue largement au détriment de l'Etat actionnaire pourtant majoritaire de la holding selon un compromis classique entre les grandes entreprises et l'Etat russe. Ce compromis est le suivant : les devises liées à l'exportation en échange des non-paiements des livraisons gazières au niveau interne et du maintien de l'emploi dans la holding.

La sécurisation des exportations gazières

Les objectifs de maximisation des exportations gazières vers l'Europe de l'Ouest incitent la Russie à s'assurer d'une capacité de transport suffisante pour atteindre les marchés européens qui la conduit à une stratégie de multiplication et de diversification des routes d'exportation : la route Biélorussie-Pologne du projet Yamal, les projets de routes Nord et sud avec la voie nordique par la Finlande et la Suède et la voie Vota vers le Sud. C'est aussi le Blue Stream Pipeline sous la mer Noire vers la Turquie. Dans le même temps, partenariats, au travers de politiques de joint ventures, sur les divers marchés nationaux pour s'assurer de débouchés supérieurs sans déstabiliser le marché ouest-européen. Cette stratégie se prolonge aujourd'hui dans la politique d'alliance stratégique menée principalement avec Rurghas et l'ENI. Cette stratégie d'internationalisation de sécurisation important du marché européen dès lors qu'elle lie très étroitement les intérêts de Gazprom à ceux de ces partenaires occidentaux. Je n'approfondirai pas plus ce point pour l'instant. Mais nous pourrions y revenir lors de la discussion.

Asie contre Europe dans la stratégie gazière russe ?

J'évoquerais pour mémoire et rapidement la question d'une possible réorientation des exportations gazières russes vers l'Asie et ce au détriment de l'Europe. Au cours de l'année Gazprom a, en effet, multiplié les déclarations concernant la volonté de la société gazière russe de s'implanter sur un marché potentiellement très porteur. Outre les

incertitudes multiples que rencontrent encore un tel scénario, incertitudes financières, incertitude sur la demande, concurrence d'autres producteurs (par exemple le pour ne citer que lui), la question d'une réorientation des exportations gazières russes n'a de pertinence que dans un scénario précis, celui qui verrait une partie de la production de Nadym-Pur-Taz destinée aux marchés asiatiques. Un tel projet induirait des gazoducs longs de 6500 km (entre Urengoy et Shanghai) ne traversant aucun centre de consommation majeur avant d'arriver en Chine et serait donc extrêmement coûteux. De fait si exportations gazières vers l'Asie il y a, cela se fera vraisemblablement et plus sûrement à partir de Sakhaline et des gisements de Sibérie orientale et d'Extrême Orient. Reste toutefois à ce propos une incertitude de taille concernant l'implication ou non de Gazprom. Je vous rappelle que les sociétés de production gazière de Yakoutie et d'Extrême orient (Yakutgazprom et Norilskgazprom) ne sont pas dans la holding. Les licences des principaux gisements gaziers qui seraient impliqués appartiennent à des holdings pétrolières diverses dont notamment la Rusia Petroleum.

- **La Russie condamnée à n'être qu'un exportateur pétrolier de second ordre ;**

On ne voit pas très bien comment la production pétrolière russe pourrait augmenter sans l'existence d'investissements considérables. Ceux ci pourraient être réalisés par des investisseurs extérieurs mais en la matière la Russie reste un pays risqué

*** Les conséquences de ces modèles énergétiques pour les investisseurs internationaux**

Il est évident que les logiques particulières de ces holdings énergétiques peuvent être un frein immense à une implication importante des investisseurs internationaux dans le domaine des hydrocarbures russes. Cette implication peut se faire sous différentes formes, au travers d'accords de partage de production pour l'exploration et le développement de gisements ou au travers de prise de participation dans le capital des holdings à l'image de ce qu'à pu faire ARCO sur Lukoil ou BP dans Sidanko. Les dernières législations passées en la matière ayant enlevées toute restriction à la participation du capital étranger dans les holdings pétrolières (ce Gazprom).

Le constat que l'on peut aujourd'hui tirer plus de 10 ans après l'ouverture du territoire russe est un constat sans appel. L'implication des compagnies pétrolières internationales sur le territoire russe s'avère très limitée sans comparaison avec les grands contrats signés en Azerbaïdjan et au Kazakhstan et ce en dépit des sensibles améliorations apportées au cadre juridique russe. Certes, la loi sur les accords de partage de production demeure très incomplète et sans doute insuffisante mais elle a le mérite d'exister.

Plus que les incertitudes juridiques, les problèmes rencontrés par les investisseurs internationaux sont liés à la nature économique des acteurs impliqués dans ce processus. Les logiques opposées des entreprises russes et des compagnies internationales ont été et seront encore le frein le plus important à tout engagement massif de ces dernières en Russie. En effet, on a d'un côté des entreprises étrangères qui soumises à des objectifs d'efficacité sont dans des logiques de rentabilité. Et l'on a de l'autre des entreprises russes qui insérées dans les contradictions de l'environnement économique issu des réformes recherchent la survie sans la restructuration. Face à ses deux stratégies, l'enjeu du financement des investissements notamment pour le renouvellement des réserves russes ne constitue pas un motif suffisant de recherche d'ententes. Dans ces conditions, on ne peut guère s'attendre à des engagements massifs sur le court terme, d'une ampleur susceptible de répondre à l'énorme besoin d'investissement à laquelle se trouve confrontée l'industrie pétrolière russe.

Compte tenu de ces variables, on ne peut guère s'attendre à ce que la Russie sur le moyen terme soit en mesure de relancer significativement sa production. Elle est donc condamnée à rester un acteur de second ordre sur le marché pétrolier international.